

“Les politiciens ne devraient plus dormir!”

► Trois regards d'économistes, une vue largement pessimiste.

► Le gouvernement wallon a promis des plans transversaux. Il faudra être très attentif à cette transversalité...

Toujours à la traîne ou plutôt en rebond? Dans le débat récurrent sur l'état de la Wallonie, voici trois économistes qui nourrissent la veine pessimiste. Ils en ont débattu, mardi soir à Bruxelles, à l'invitation de la Société royale d'Economie politique. Au fait, a lancé l'un d'eux, Pierre Pestieau (ULG et UCL), *“pourquoi existe-t-il un tel désamour entre les économistes et la Wallonie?”*. Une question piquante face à un tel auditoire, et peut-être moins anecdotique qu'il n'y paraît... Passons.

Michel Mignolet (Facultés de Namur) revient avec les chiffres de PIB. Même s'il reconnaît le concept *“hybride”* (et même si la pertinence du critère s'est fait éreinter par des confrères lors du *“débat Destexhe”*). Mais il ajoute des données plus rares, sur *“les performances productives insuffisantes en Wallonie”*.

Ainsi, le taux de rendement brut du capital privé est de 14,6 pc en Wallonie contre 17,5 en Flandre; on produit moins en Wallonie qu'en Flandre à mêmes volumes de capital et de travail (problèmes de tailles, de concentration, d'efficacité...); et si on voulait aligner les salaires sur le même rendement de capital, le différentiel actuel entre salaires wallons et flamands (-4 pc en moyenne) s'accroîtrait.

Francorchamps, baliverne

Certes, rappelle Henri Capron (ULB), la Wallonie n'est pas la seule région en déclin; et il est naturel que le redéploiement soit plus difficile dans les régions de tradition industrielle que dans celles en retard de développement. Mais c'est en Wallonie (... et à Bruxelles) que le taux d'emploi est le plus faible d'un échantillon franco-britannique ou que le chômage des jeunes est le plus lourd; c'est en Wallonie que la dualisation de l'enseignement est singulière ou que les grands pôles (Liège et Charleroi) s'inscrivent à un faible niveau de richesse par habitant (alors que les métropoles se situent généralement au-dessus des moyennes de leurs régions).

M. Pestieau préfère les indicateurs de bien-être à ceux de production. Or, qu'il s'agisse de chômage, pauvreté, inégalités, santé... la Région se ramasse: *“En termes d'exclusion sociale, ce que nous connaissons en Wallonie relève du scandale. Plutôt que de s'occuper de balivernes comme Francorchamps, les politiques de tous les partis ne devraient plus dormir, à voir la pauvreté persistante dans certaines agglomérations ou les taux de chômage à 20 pc”*.

Il a fallu attendre 1999 et le contrat d'avenir *“pour commencer à penser de manière stratégique”*, enchaîne M. Capron, pour qui il faudra être *“très attentifs”* à la transversalité annoncée des *“plans stratégiques”* promis par l'actuel gouvernement wallon.

Comment améliorer les performances? En renforçant, dit-il, les facteurs actifs de croissance (innovation, emploi, éducation); en renforçant les partenariats publics-privés; en luttant contre *“la maladie wallonne de la subsidiologie”*... Et par une évaluation systématique, ajoute M. Mignolet, des politiques de recherche et développement, des dépenses d'infrastructures publiques, du soutien à l'emploi et l'in-

vestissement privé. Un entrepreneur intervient: *“Les faits m'intéressent plus que les chiffres. Concrètement, que faire pour motiver les travailleurs wallons?”*.

P.P.

Vous êtes
contre
les insomnies.